



Wallonie



Service public
de Wallonie

DG04

DIRECTION EXTERIEURE
HAINAUT II

Rue de l'Ecluse 22
B-6000 CHARLEROI
Tél. : 071 65 48 80
Fax : 071 65 49 77

Votre contact :

Valérie PECRIAUX - 071/65.49.89
valerie.pecriaux@spw.wallonie.be

RECU LE 14 MARS 2014

BRUSSELS SOUTH CHARLEROI
AIRPORT
rue des Frères Wright 8
6041 GOSSELIES

Charleroi, le

13 MARS 2014

Nos réf : F0414/52011/UCP3/2013/139//301903

Annexe : 1 arrêté de décision sur une demande de permis d'urbanisme

OBJET : Permis d'urbanisme : Décision du fonctionnaire délégué

Projet : Placement d'une installation mobile provisoire à usage de bureaux, rue des
Frères Wright 8 à 6041 GOSSELIES

Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de trouver, en annexe, la décision prise concernant la demande de
permis d'urbanisme visée sous objet.

J'adresse par même courrier, copie de la présente décision au Collège communal de
la commune de CHARLEROI.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de ma considération
distinguée.

Le Fonctionnaire délégué,

Sylvie ROCHEZ
-- Attachée

Agent traitant: Muriel LE CLERCQ, Attachée – Héloïse PIROT, Attachée
Responsable : Aurélie HOCHART, Attachée
Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE
Rue des Brigades d'Irlande 1, B-5100 Namur (Jambes) • Tél. : 081 33 24 05 • Fax : 081 33 24 42





Service public de Wallonie

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE
Direction extérieure de CHARLEROI

ANNEXE 12 - FORMULAIRE G

Personnes de droit public ou actes et travaux d'utilité publique

Décision d'octroi du permis d'urbanisme

Nos réf.: F0414/52011/UCP3/2013/139//301903

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en vigueur;

Vu le décret du 27 mai 2004 et l'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2005 portant respectivement codification de la partie décrétable et de la partie réglementaire des dispositions du Livre 1^{er} du Code du droit de l'environnement ;

Vu les différents permis d'urbanisme délivré sur le site dont les derniers en date sont :

- le permis d'urbanisme délivré en date du 4/4/2011 portant la référence F0414/52011/UCP3/2010/175//176872 ayant pour objet la construction d'une vigie de contrôle en surplomb du terminal existant de l'aéroport de Charleroi pour BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA ;
- le permis d'urbanisme délivré en date du 6/6/2011 portant la référence F0414/52011/UCP3/2011/41//187534 ayant pour objet la protection des façades - couvertures des rampes pour automobiles - couvertures des puits de désenfumage pour le parking de l'aéroport de Charleroi pour SOWAER – Société Wallonne des Aéroports ;
- le permis d'urbanisme délivré en date du 23/09/2011 portant la référence F0414/52011/UCP3/2011/70/GSM/194759 ayant pour objet l'implantation d'un relais de radio télécommunication pour couverture indoor de faible puissance pour la société MOBISTAR SA ;
- le permis d'urbanisme délivré en date du 18/11/2011 portant la référence F0414/52011/UCP3/2011/150/PP/210392 ayant pour objet la construction d'une friterie sur le site de l'aéroport pour BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA ;
- le permis d'urbanisme délivré en date du 7/06/2012 portant la référence F0414/52011/UCP3/2011/195/218229 ayant pour objet la réalisation de 2 dalles de parking avions et voirie de contournement pour BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA ;

Vu le refus de permis daté du 26/02/2013 portant les référence F0414/52011/UCP3/2012/225 ayant pour objet le placement d'une installation mobile à usage de bureaux sur le site de l'aéroport pour BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA ;

Considérant que l'avis de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, sollicité en date du 05/02/2014 et transmis en date du 19/02/2014 est favorable ;

Considérant que le projet consiste au placement d'un module provisoire préfabriqué de type « portakabin » à usage de bureaux sur le site de l'aéroport, plus précisément devant le bâtiment « maintenance » de la zone nord « fuel » ; que cette construction de style container de 30 m² a une longueur de 10 m x une largeur de 2.90 m x une hauteur de 3 m constitué ; que le parement sera de teinte gris clair similaire au bardage du bâtiment « maintenance » ;

Considérant que l'article 34 du CWATUPE stipule que *“ La zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est destinée à recevoir les activités visées aux articles 30 et 30 bis et les activités agro-économiques de proximité, à l'exclusion des activités de vente au détail. Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes. ”* ; et qu'il précise que *“ La mise en œuvre d'une zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé par le Gouvernement, d'un rapport urbanistique et environnemental, conforme à l'article 33, § 2, et, le cas échéant, à l'article 33, § 2 bis, et à son approbation par le Gouvernement. ”* ;

Considérant que le Conseil communal de Fleurus a délibéré en date du 3 juin 1987 et que le Conseil Communal de la Ville de Charleroi en a délibéré en séance du 17 novembre 1987 ; qu'ils ont décidé à l'unanimité d'approuver le périmètre du schéma directeur dit « de l'Aéropôle » ; que ce schéma directeur atteste de la localisation opportune de la zone par rapport à son voisinage ; qu'il prend en compte les coûts et les besoins pour la région concernée ; qu'en terme d'infrastructure de transport, le zoning est situé à proximité immédiate de la nouvelle aérogare, à la jonction entre la E42 et l'A54 et est desservi en transports en commun ; qu'à cet égard il respecte le prescrit de l'article 34 quant à sa mise en œuvre ;

Considérant que le projet est conforme à la zone ; que l'installation projetée est à titre provisoire ; que BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT a l'intention de construire des bâtiments ultérieurement ; que le module présente un gabarit nettement inférieur au bâtiment contre lequel il sera construit ; qu'il s'intègre sur le site de part sa teinte similaire au bâtiment existant ; que le volume n'est pas visible depuis la rue Santos-Dumont ; qu'un grillage opaque de sécurité limite sa vue ; que de plus il est situé dans une zone réservée au stockage du fuel ; que cette zone n'est pas accessible au public touristique ;

Considérant que l'installation de ce module préfabriqué est demandée de manière temporaire ; que le projet est dès lors autorisé pour une durée limitée de 2 ans ; qu'au terme de ce délai, les modules seront enlevés et les lieux seront remis dans leur pristin état ;

Au vu de ce qui précède,

Extraits du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie

1) VOIES DE RECOURS

Art. 127. § 6. Le demandeur et le collège communal peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé à l'article 127, § 4, alinéa 2.

2) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

3) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 86. § 1^{er}. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§2. Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si la réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

4) PROROGATION DU PERMIS

Art. 86. §3. A la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'article 86, § 1^{er}.

La prorogation est accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué.

5) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Art. 139. Selon les dispositions que peut arrêter le Gouvernement, dans le délai de soixante jours à dater de la requête que le titulaire du permis ou le propriétaire du bien adresse simultanément au collège communal et au fonctionnaire délégué, il est dressé une déclaration certifiant que :

- 1° les travaux sont ou ne sont pas achevés dans le délai endéans lequel ils devaient être achevés ;
- 2° les travaux ont ou n'ont pas été exécutés en conformité avec le permis délivré.

Si les travaux ne sont pas achevés dans le délai ou ne sont pas conformes au permis délivré, la déclaration doit, selon le cas, contenir la liste des travaux qui n'ont pas été exécutés ou indiquer en quoi le permis n'a pas été respecté

6) MODALITES AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

Art. 137. Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal.

Il est dressé procès-verbal de l'indication.



Charleroi, le 17 février 2014

NOS REF : 0210/2014/DR/MCD

VOS REF : f0414/52011/UCP3/2013/139/301903

DOSSIER : DS 54

(A RAPPELER DANS TOUTE CORRESPONDANCE)

Situation : rue des frères Wright, 8 à 6041 Gosselies

Requérant : SPW

Etude de plans du: 14/02/2014

Délégué du S.R.I : Cdt ir. D. Renier

Objet : Placement d'une installation mobile provisoire à usage de bureaux , rue des frères Wright, 8 à 6041 Gosselies.
Demande du SPW pour le requérant BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA (BSCA).

A) Constatations.

Il s'agit du placement d'un module provisoire préfabriqué de type « portakabin » d'une surface au sol de 30m². Il sera positionné devant le bâtiment « maintenance » de la zone nord « fuel ».
Ce module sera, semble-t-il, chauffé à l'électricité.

B) Avis du Service Régional d'Incendie

Le SIPPT de l'entreprise veillera à respecter les réglementations en vigueur.

Pour l'essentiel, il y a lieu de réaliser :

Un éclairage de sécurité par blocs autonomes sera installé de façon à baliser les dégagements, sorties et issues de secours.

Un extincteur de 6kg sera accroché au mur, à un endroit visible et facilement accessible.
Le matériel de lutte contre l'incendie sera contrôlé une fois l'an par la firme qui l'a fourni. La carte de contrôle restera attachée à l'appareil.

Coordonnées de l'expéditeur :

.....

.....

.....

Le

Administration communale
Au Collège Communal
De et à

.....

Vos réf. :

Objet :

AVIS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX
--

Mesdames, Messieurs,

Je (Nous) soussigné(e)(s)
domicilié(e)(s) à
détenteur(rice)(s) du permis d'urbanisme dont question ci-dessus, certifie(ons) ce qui suit :

Date de début des travaux :

et ai(avons) notifié les présents renseignements, par recommandé, au Fonctionnaire délégué de la Direction extérieure de Charleroi, le

Si le projet est soumis à la réglementation P.E.B., je joins à la présente le formulaire de déclaration PEB initiale et ce, au moins 15 jours avant le début des travaux.

Recevez, Mesdames, Messieurs, mes(nos) meilleures salutations.

Signature(s)

.....

Coordonnées de l'expéditeur :

.....
.....
.....

Le

Service Public de Wallonie - DGO4
Direction extérieure de CHARLEROI
Monsieur Raphaël STOKIS,
Fonctionnaire délégué
Rue de l'Ecluse 22

6000 CHARLEROI

Vos réf. :

Objet :

AVIS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX
--

Monsieur le Fonctionnaire délégué,

Je (Nous) soussigné(e)(s)
domicilié(e)(s) à
détenteur(rice)(s) du permis d'urbanisme dont question ci-dessus, certifie(ons) ce qui suit :

Date de début des travaux :

et ai(avons) notifié les présents renseignements, par recommandé, au Collège Communal de
....., le

Si le projet est soumis à la réglementation P.E.B., je joins à la présente le formulaire de déclaration PEB initiale et ce, au moins 15 jours avant le début des travaux.

Recevez, Monsieur le Fonctionnaire délégué, mes(nos) meilleures salutations.

Signature(s)

.....

